

Exposé général des motifs	3
I. SITUATION ECONOMIQUE	4
1. CONTEXTE INTERNATIONAL	4
2. SITUATION AU SENEGAL	5
II. PREVISIONS ET MODIFICATIONS DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2018	5
III. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE	7
IV. PERTES ET PROFITS	10
V. ETABLISSEMENT DU RESULTAT DE L'ANNEE	11
Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour l'année 2018	13
I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général	13
I.2 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses du budget général	14
I.3 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor	14
I.4 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses des comptes spéciaux du Trésor	15
II. RATIFICATION DES OUVERTURES DE CREDITS PAR DECRETS D'AVANCES	15
III.1 Ouverture de crédits complémentaires	16
III.2 : Annulation de crédits	16
IV. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DES COMPTES SPECIAUX TRESOR	17
V. ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT	18
V.1 RESULTAT DU BUDGET GENERAL DE 2018	18
V.2 RESULTAT DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	18
V.3 PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE	18
VI. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2018 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR	19
ANNEXES AU PROJET DE LOI	24
ANNEXE I : SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL	25
ANNEXE II : SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	27
ANNEXE III : SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	33
ANNEXE IV : EXPLICATION DES DEPASSEMENTS DE CREDITS DE PERSONNEL	36
ANNEXE V : SITUATION DES ACTES MODIFICATIFS PAR SECTION	39
ANNEXE VI : PERTES ET PROFITS	43

Exposé général des motifs

Au regard des dispositions des articles 36 et 44 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances, l'exécutif doit informer le Parlement, de l'exécution des autorisations parlementaires qu'il a accordées dans les lois de finances initiale et rectificative de l'année, par les moyens de la loi de règlement.

Le présent projet de loi de règlement soumis à votre examen rend compte de l'exécution des lois de finances pour la gestion 2018. Il s'agit de :

- la loi de finances initiale n°2017-35 du 21 décembre 2017 ;
- la loi de finances rectificative n°2018-24 du 06 juillet 2018.

I. SITUATION ECONOMIQUE

1. CONTEXTE INTERNATIONAL

L'environnement économique international a été marqué en 2018, par un ralentissement de l'activité économique qui, malgré tout, demeure vigoureuse. Cette situation inattendue est due principalement aux effets conjugués des mesures commerciales appliquées, des durcissements des conditions financières, d'une augmentation des facteurs d'importations de pétrole et des tensions géopolitiques dans certains grands pays avancés. Globalement, l'activité de l'économie mondiale est estimée à 3,6% en 2018 contre 3,7% en 2017, soit un recul de 0,1 point de pourcentage.

S'agissant des pays avancés, la croissance de l'activité économique s'est établie à 2,3% en 2018 contre 2,2% un an plutôt. Elle s'explique par la dynamique de croissance enclenchée aux Etats unis (+2,9% contre +2,2% en 2017). Toutefois, la croissance dans la zone Euro a enregistré un ralentissement passant de 2,4% en 2017 à 1,8% en 2018, expliqué principalement par l'essoufflement de l'activité en Allemagne et en France inscrit au même niveau en 2018 soit 1,5%.

Les pays émergents et en développement continuent de porter l'activité économique mondiale, notamment, ceux de la zone Asie dont la croissance économique est estimée à 6,4% en 2018, contre 6,6% en 2017. La Chine et l'Inde demeurent les locomotives de la dynamique économique dans cette zone (+6,8% et +7,2% en 2018 respectivement). En somme, la croissance dans les pays émergents et en développement, estimée à 4,5% en 2018 contre 4,8% un an plutôt a cependant connu un recul de 0,3 point.

Pour ce qui est de de l'Afrique subsaharienne, la croissance s'est établie à 3% en 2018 contre 2,7% un an auparavant, soit une accélération de 0,3 point de pourcentage sous l'impulsion notamment des pays exportateurs de pétrole, principalement le Nigéria, mais également de la stabilité de la croissance sud-africaine. Le Nigéria s'est inscrit dans une dynamique de redressement de son économie non pétrolière.

2. SITUATION AU SENEGAL

L'année 2018 marque la fin de la mise en œuvre du premier plan d'actions prioritaire du Plan Sénégal émergent (PSE) adopté en 2014. Elle a été marquée par la consolidation des investissements structurants dans les secteurs prioritaires et le renforcement de la mise en œuvre des réformes phares, en particulier dans les domaines du transport et désenclavement ainsi qu'en matière de gouvernance.

Le taux de croissance du PIB réel est estimé à 6,7% contre 7,1% en 2017, consolidant, malgré cette légère inflexion, les acquis de la croissance économique qui est supérieure à 6% depuis 2014. Ce dynamisme de l'activité économique est porté par la poursuite de la mise en œuvre des grands projets d'investissement et le renforcement de l'ensemble des secteurs productifs. En effet, la croissance en 2018 est tirée par les secteurs primaire (+7,9%), secondaire (+6,7%) et tertiaire (+6,3%).

L'exécution budgétaire 2018 a été caractérisée par une mobilisation modérée des ressources globales dans un contexte d'exécution soutenue des dépenses publiques. Ainsi, le besoin de financement (déficit budgétaire dons compris) est ressorti à 477,6 milliards, soit 3,7% du PIB en 2018, contre un déficit de 362,2 milliards, soit 3,0% du PIB en 2017. Celle-ci est imputable notamment à la baisse des recettes exceptionnelles (-77%) et d'autre part, à la croissance soutenue des dépenses d'investissement sur ressources extérieures (+34,5%), de la masse salariale (+13,8%) et des intérêts sur la dette publique (+12,5%).

Globalement à fin 2018, la pression fiscale est ressortie à 15,3% du PIB contre 15% un an auparavant, soit une légère amélioration de 0,3 point de pourcentage. Cette situation traduit les efforts d'élargissement de l'assiette et le renforcement du contrôle. Toutefois, le ratio figure en-dessous du plancher communautaire de 20% retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale.

II. PREVISIONS ET MODIFICATIONS DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2018

Les prévisions budgétaires ont été autorisées par la loi de finances initiale n°2017-35 du 21 décembre 2017. Elles ont été revues, en cours de gestion, par la loi de finances rectificative n°2018-24 du 06 juillet 2018 et par les actes modificatifs pris par voie réglementaire conformément aux dispositions des articles 15 et 20 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

II.1 PREVISIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE

Elles sont arrêtées en ressources à 3 709 100 000 000 FCFA réparties ainsi qu'il suit :

☞ ressources internes :	3 080 800 000 000 FCFA ;
☞ ressources externes :	517 000 000 000 FCFA ;
☞ recettes des CST :	111 300 000 000 FCFA.

Pour les charges, elles sont arrêtées en équilibre avec les ressources du budget général et des comptes spéciaux du Trésor réparties comme suit :

☞ dépenses ordinaires :	2 258 300 000 000 FCFA ;
☞ dépenses d'investissement :	1 339 500 000 000 FCFA ;
☞ dépenses des CST :	111 300 000 000 FCFA.

II.2 LES MODIFICATIONS APPORTEES PAR LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE

Les prévisions de la loi de finances initiale ont été réajustées à la hausse par la loi de finances rectificative n°2018-24 du 06 juillet 2018 à hauteur de 3 774 700 000 000 FCFA, repartis en ressources et charges comme suit :

Ressources

☞ ressources internes :	3 146 400 000 000 FCFA ;
☞ ressources externes :	517 000 000 000 FCFA ;
☞ recettes des CST :	111 300 000 000 FCFA.

Charges

☞ dépenses ordinaires :	2 436 481 000 000 FCFA ;
☞ dépenses d'investissement :	1 226 919 000 000 FCFA ;
☞ dépenses des CST :	111 300 000 000 FCFA.

Il est constaté une baisse sur les ressources et les dépenses d'investissement accompagnée par une augmentation sur les charges par rapport à la loi de finances initiale, pour prendre en charge entre autres :

- la compensation tarifaire avec une subvention de 80 milliards à la SENELEC du fait de la décision de l'Etat de ne pas répercuter aux consommateurs et aux entreprises la hausse des prix du baril, sujet à des fluctuations incessantes ;
- la régularisation et l'augmentation des salaires et indemnités des travailleurs dans les secteurs de l'Education, de la Santé et de la Justice en vue de préserver la paix sociale ;
- la prise en charge de l'alimentation et du paquetage des nouvelles recrues et l'acquisition de moyens modernisés au profit des forces de défense et de sécurité afin de renforcer la sécurité des sénégalais.

II.3 LES MODIFICATIONS APPORTEES PAR LES ACTES REGLEMENTAIRES

Globalement, au cours de la gestion 2018, 509 actes modificatifs ont été pris, par voie réglementaire soit pour constater des ressources, soit pour modifier la répartition des crédits

entre ministères et institutions ou à l'intérieur d'un même département. Les actes modificatifs, au nombre de 131, pris avant la loi de finances rectificative, ont été ratifiés dans ladite loi.

L'acte pris pour constater des ressources au titre de la gestion 2018, porte sur la constatation en recettes du budget général du montant de 28 milliards FCFA représentant la contribution de la Banque mondiale dans le cadre de la compensation tarifaire de SENELEC.

Les actes modifiant la répartition des crédits entre ministères et institutions ou à l'intérieur d'un même département portent sur des arrêtés de virement, de transfert, d'annulation, d'ouverture et des reports de crédits. Ils ont été pris, pour certains, sur demande des ministères et Institutions pour prendre en charge des dépenses accidentelles.

Le détail des actes modificatifs non consolidés dans la loi de finances rectificative, au nombre de 378, sont annexés au présent projet de loi.

III. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

L'exécution budgétaire de 2018 est marquée par des moins-values dans le recouvrement des recettes fiscales et non fiscales ainsi que les dons budgétaires. Elles ont été largement comblées par les tirages des dons et prêts projets et des autres recettes. Pour les dépenses, un suivi rapproché de l'exécution budgétaire a été effectué au cours de la gestion à l'effet de respecter le niveau du déficit fixé.

III.1 PREVISIONS ET REALISATIONS DES RECETTES

Les ressources prévues dans la dernière loi de finances pour la gestion 2018 sont fixées à 3 774 700 000 000 FCFA. A la clôture de gestion, un montant de 4 013 885 829 304 FCFA a été recouvré, soit une plus-value de 239,19 milliards FCFA (6%). Toutefois, des moins-values ont été constatées sur certains postes de recettes.

RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT : DE LA PREVISION À L'EXECUTION

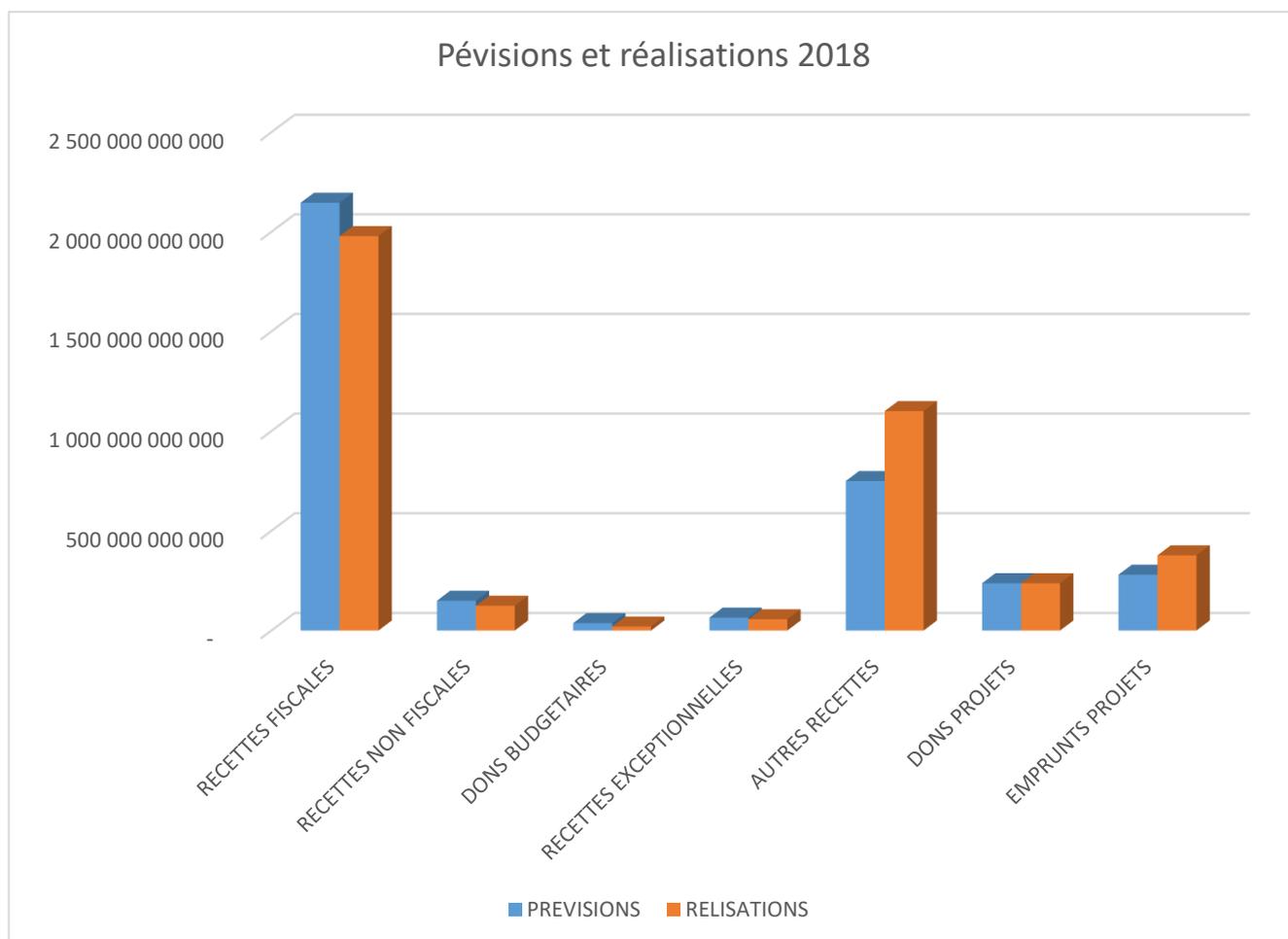
NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS	REALISATIONS	ECART	%
RECETTES FISCALES	2 145 800 000 000	1 980 648 043 815	- 165 151 956 185	92%
RECETTES NON FISCALES	149 100 000 000	124 128 804 935	- 24 971 195 065	83%
DONS BUDGETAIRES	37 000 000 000	19 840 331 637	- 17 159 668 363	54%
RECETTES EXCEPTIONNELLES	64 800 000 000	56 252 105 211	- 8 547 894 789	87%
AUTRES RECETTES	749 700 000 000	1 100 192 380 143	350 492 380 143	147%
TOTAL RECETTES INTERNES	3 146 400 000 000	3 281 061 665 741	134 661 665 741	104%
DONS PROJETS	237 000 000 000	236 920 278 382	- 79 721 618	100%
EMPRUNTS PROJETS	280 000 000 000	376 945 041 595	96 945 041 595	135%
TOTAL RECETTES EXTERNES	517 000 000 000	613 865 319 977	96 865 319 977	119%
TOTAL RECETTES DU BUDGET GENERAL	3 663 400 000 000	3 894 926 985 718	231 526 985 718	106%
TOTAL RECETTES CST	111 300 000 000	118 958 843 586	7 658 843 586	107%
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	3 774 700 000 000	4 013 885 829 304	239 185 829 304	106%

Pour le budget général, les réalisations de recettes affichent une plus-value de 6%. En effet, sur des prévisions de 3 663,40 milliards, les recettes recouvrées s'établissent à 3 894,93 milliards FCFA, soit une hausse de 231,53 milliards FCFA en valeur absolue.

Les recettes fiscales et non fiscales encaissées sont respectivement en moins-value de 8% et 17%. Cette situation se justifie principalement par :

- la baisse de recouvrement de l'impôt sur les sociétés expliquée par le recul des contributions des sous-secteurs miniers et celui des télécommunications, consécutif au relèvement des dotations aux amortissements opéré par des acteurs majeurs dans ces secteurs ;
- la faible réalisation des autres recettes non fiscales ;
- le recouvrement très faible des revenus du domaine immobilier.

Le recouvrement des dons budgétaires se situe à 54% tandis que celui des recettes exceptionnelles est à 87%. Ils enregistrent ainsi des moins-values respectives de 17,16 milliards FCFA et 8,5 milliards FCFA.



En ce qui concerne **les comptes spéciaux du Trésor**, des performances ont été réalisées avec des plus-values de 7,66 milliards FCFA, soit 7%, imputables uniquement au niveau de recouvrement plus que satisfaisant des cotisations FNR avec le début de l'application des réformes paramétriques en 2018.

III.2 PREVISIONS ET REALISATIONS DES DEPENSES

L'exécution des dépenses pour la gestion de 2018 a montré que le niveau de consommation des autorisations budgétaires est satisfaisant avec un taux d'absorption de **96,1%**. En effet,

les dépenses prévues pour un montant de 3 843,82 milliards FCFA ont été exécutées à hauteur de 3 694,06 milliards FCFA.

DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT : DE LA PRÉVISION À L'EXÉCUTION

Nature de la dépense	Crédits ouverts 2018	Réalisations 2018	Ecart	Taux réel
Dette publique	882 000 000 000	881 173 183 520	826 816 480	99,91%
Dépenses de personnel	683 000 000 000	683 016 410 509	-16 410 509	100,00%
Dépenses de fonctionnement	314 426 016 470	294 063 474 234	20 362 542 236	93,52%
Transfert courant	606 217 733 530	568 367 792 946	37 849 940 584	93,76%
Investissements exécutés par l'Etat	146 780 500 617	96 940 042 888	49 840 457 729	66,04%
Transfert en capital	583 100 749 383	444 774 922 210	138 325 827 173	76,28%
Dépenses en capital sur ressources extérieures	517 000 000 000	613 865 319 977	-96 865 319 977	118,74%
CST	111 300 000 000	111 859 177 899	-559 177 899	100,50%
Total dépense	3 843 825 000 000	3 694 060 324 183	149 764 675 817	96,10%

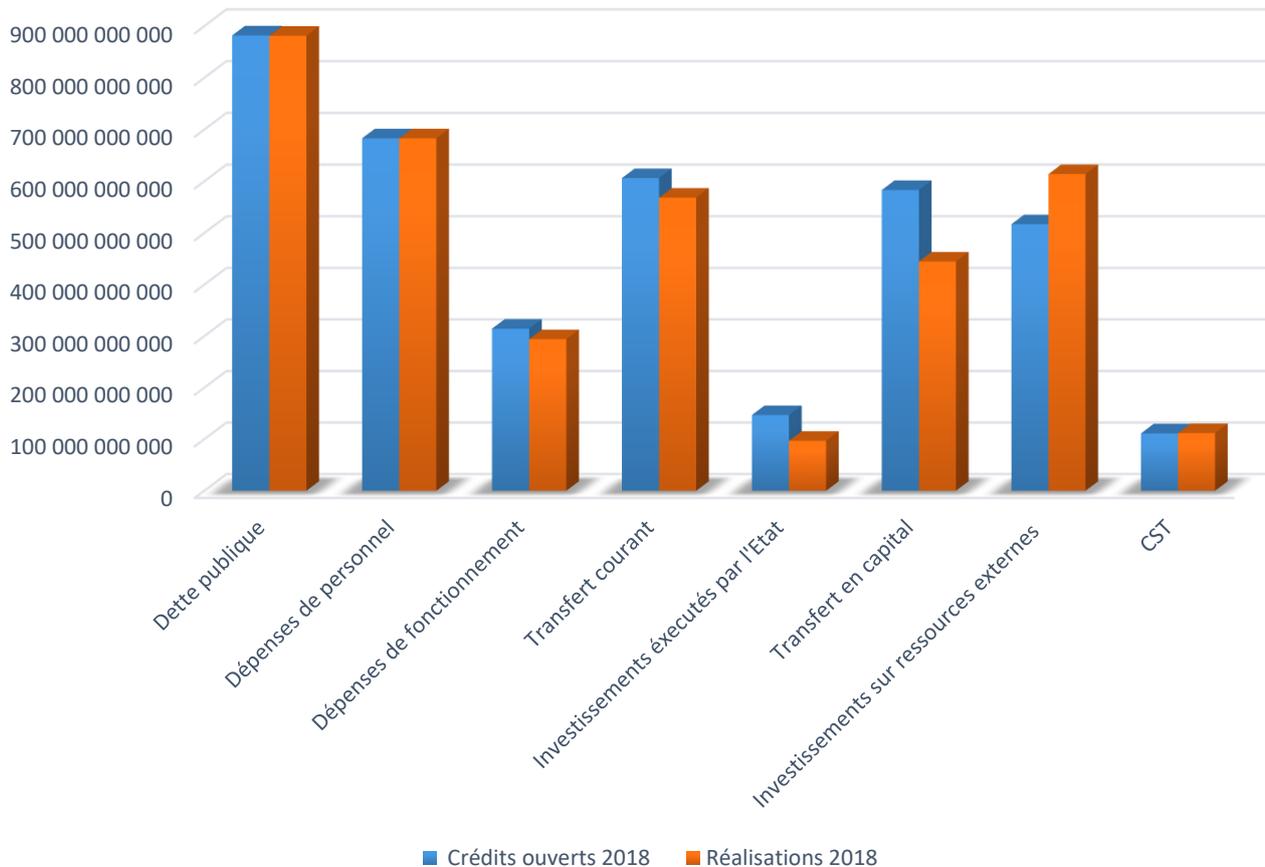
Par nature de dépenses, les dépenses courantes (hors personnel) et les dépenses en capital sur ressources internes n'ont pas connu de dépassement ; ce qui confirme la prudence observée dans l'exécution des dépenses de l'Etat.

Toutefois, le taux d'exécution des dépenses en capital sur ressources internes (66% pour le titre 5 et 76% pour le titre 6) est faible par rapport aux dépenses ordinaires dont l'exécution dépasse la barre des 90%. Cette situation s'explique pour l'essentiel, par la régulation budgétaire opérée en cours de gestion aux fins de rester sur l'enveloppe globale autorisée par le Parlement.

De même, les tirages sur ressources extérieures pour les dépenses d'investissement ont dépassé les attendus de 96,86 milliards FCFA ; ce qui confirme l'accompagnement sans faille des partenaires techniques et financiers dans les investissements publics.

Concernant les dépenses de personnel, les réalisations dépassent de peu les prévisions pour un montant 16,4 millions FCFA.

Prévisions et réalisations 2018



L'exécution des dépenses des comptes spéciaux enregistre un dépassement global de 559,18 millions FCFA, imputable principalement au compte d'affectation spéciale « FNR » avec l'entrée en vigueur de la réforme sur les retraites.

IV. PERTES ET PROFITS

Les pertes et profits sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Résultant des opérations de trésorerie ;
 - Profits : 0 FCFA ;
 - Pertes : **410 769 238 FCFA.**

- Constatés dans l'exécution des comptes spéciaux ;
 - Profits : **492 868 439 FCFA ;**
 - Pertes : 0 FCFA.

V. ETABLISSEMENT DU RESULTAT DE L'ANNEE

Les résultats de l'exécution du budget de la gestion 2018 se présentent comme suit :

- un excédent de recettes sur les dépenses du budget général d'un montant de **312 725 839 434 FCFA** ;
- des profits résultant des opérations des comptes spéciaux du Trésor d'un montant de **492 868 439 FCFA** ;
- une perte résultant de la gestion des opérations de trésorerie d'un montant de **410 769 238 FCFA**.

Telle est l'économie du présent projet de loi, soumis à votre approbation

EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

ARTICLE PREMIER

Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour l'année 2018

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet d'arrêter les résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour l'année 2018 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Le solde des opérations définitives du budget général est arrêté à **312 725 839 434 FCFA**. Le solde des opérations de l'année des comptes spéciaux du Trésor est de **7 099 665 687 FCFA**. Il en résulte un solde d'exécution global de **319 825 505 121 FCFA**.

Texte de l'article

« Les soldes définitifs arrêtés après l'exécution des lois de finances pour l'année 2018 s'établissent comme suit :

- un excédent des recettes sur les dépenses de **312 725 839 434 FCFA** pour le budget général ;
- un excédent de recettes sur les dépenses de **7 099 665 687 FCFA** pour les comptes spéciaux du Trésor.

Il en résulte un solde global de **319 825 505 121 FCFA** ».

Tableau 6 : Situation d'exécution du budget

en FCFA

RECETTES ENCAISSEES		DEPENSES ORDONNANCEES		SOLDE
A BUDGET GENERAL				
A1 Opérations budgétaires dont le Trésor est comptable assignataire				
071 Recettes fiscales	1 980 648 043 815	Titre 1: Dette publique	881 173 183 520	
072 Recettes non fiscales	124 128 804 935	Titre 2: Personnel	683 016 410 509	
76 Recettes exceptionnelles	56 252 105 211	Titre 3: Fonctionnement	294 063 474 234	
29 Remboursement prêts et avances	0	Titre 4: Autres transferts courants	568 367 792 946	
74 Dons budgétaires	19 840 331 637	Titre 5: Investissement exécutés pa	96 940 042 888	
14 Emission de bons du Trésor	0	Titre 6: Transfert en capital	444 774 922 210	
16 Emprunt programme	0			
17 Autres emprunts	1 100 192 380 143			
Total recettes	3 281 061 665 741	Total dépenses	2 968 335 826 307	312 725 839 434
A2 Opérations budgétaires dont le Trésor n'est pas comptable assignataire				
Dons projets et legs	236 920 278 382	Investissements projet sur dons	236 920 278 382	
Tirages sur emprunts projets	376 945 041 595	Investissements projet sur emprunt	376 945 041 595	
TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	3 894 926 985 718	TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL	3 582 201 146 284	312 725 839 434
B COMPTES SPECIAUX				
RECETTES	118 958 843 586	DEPENSES	111 859 177 899	7 099 665 687
TOTAL GENERAL RECETTES	4 013 885 829 304	TOTAL GENERAL DEPENSES	3 694 060 324 183	319 825 505 121

I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général

ARTICLE 2

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet de fixer le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour 2018 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Les recettes du budget général sont arrêtées à **3 894 926 985 718 FCFA**. Elles prennent en compte les ressources extérieures qui s'élèvent à **613 865 319 977 FCFA**.

Texte de l'article :

« Le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour la gestion 2018 est arrêté à **3 894 926 985 718 FCFA** ».

I.2 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses du budget général

ARTICLE 3

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet d'arrêter le montant définitif des ordonnancements de dépenses du budget général 2018 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances. Il s'établit à **3 582 201 146 284 FCFA**.

Texte de l'article :

« Le montant définitif des ordonnancements de dépenses du budget général pour la gestion 2018 est arrêté à **3 582 201 146 284 FCFA** ».

I.3 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor.

ARTICLE 4

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet d'arrêter les recettes des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2018 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **118 958 843 586 FCFA**.

Texte de l'article :

« Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **118 958 843 586 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor ».

Recettes définitives des comptes spéciaux du Trésor

LIBELLES	Recettes encaissées
Comptes d'affectation spéciale	112 225 248 302
Comptes de commerce	0
Comptes de prêts	6 733 595 284
Comptes d'avances	0
Compte de garantie et aval	0
Total général	118 958 843 586

I.4 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses des comptes spéciaux du Trésor.

ARTICLE 5

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet d'arrêter les dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2018 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Texte de l'article :

« Le montant définitif des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **111 859 177 899 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor ».

Dépenses des comptes spéciaux du Trésor

LIBELLES	Dépenses ordonnancées
Comptes d'affectation spéciale	110 898 794 472
Comptes de commerce	0
Comptes de prêts	960 383 427
Comptes d'avances	0
Compte de garantie et aval	0
Total général	111 859 177 899

II. RATIFICATION DES OUVERTURES DE CREDITS PAR DECRETS D'AVANCES

ARTICLE 6

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet de ratifier les ouvertures de crédits par décrets d'avance prévues par les articles 12 et 36 de la loi organique n° 2001-09 précitée, qui n'ont pas encore fait l'objet d'approbation par le Parlement. Il s'agit des décrets **n°2018-967 du 19 mai 2018 et n°2018-1390 du 23 juillet 2018**.

Texte de l'article :

« Sont ratifiées les ouvertures de crédits par les décrets d'avance numéros 2018-967 du 19 mai 2018 et 2018-1390 du 23 juillet 2018 ».

III. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DU BUDGET

Le tableau suivant donne les écarts constatés entre les prévisions et les réalisations des lois de finances pour la gestion 2018.

Ecarts constatés et ajustements effectués

	Crédits de la gestion sur ressources internes	Réalisations	ECART
Titre1 : Dette publique	882 000 000 000	881 173 183 520	826 816 480
Titre 2 : Personnel	683 000 000 000	683 016 410 509	-16 410 509
Titre 3 : Fonctionnement	314 426 016 470	294 063 474 234	20 362 542 236
Titre 4 : Transfert courant	606 217 733 530	568 367 792 946	37 849 940 584
Titre 5 : Dépenses en capital	146 780 500 617	96 940 042 888	49 840 457 729
Titre 6: Transfert en capital	583 100 749 383	444 774 922 210	138 325 827 173
TOTAL	3 215 525 000 000	2 968 335 826 307	247 189 173 693

III.1 Ouverture de crédits complémentaires

ARTICLE 7

EXPOSE DES MOTIFS : l'exécution globale du budget général sur ressources internes laisse apparaître un dépassement uniquement sur les dépenses de personnel de 16 410 509 FCFA. Toutefois, en détail, les crédits en dépassement s'élèvent à **38 185 849 604 FCFA**. Il est sollicité du Parlement, conformément à l'article 36 de la loi organique n° 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances, l'ouverture de crédits complémentaires pour les couvrir, dans le cadre de ce présent projet de loi.

L'explication des dépassements est donnée dans **l'annexe IV**.

Texte de l'article :

*« Il est ouvert, au titre de la gestion 2018, des crédits complémentaires d'un montant de **38 185 849 604 FCFA** ainsi répartis :*

TITRES	OUVERTURE DE CREDITS COMPLEMENTAIRES
Titre1 : Dette publique	0
Titre 2 Personnel	38 185 849 604
Titre 3 Fonctionnement	0
Titre 4 : Transfert courant	0
Titre 5 : Dépenses en capital	0
Titre 6 : Dépenses en capital	0
Total crédits à ouvrir	38 185 849 604

III.2 : Annulation de crédits

ARTICLE 8

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet d'annuler les crédits non consommés de la gestion 2018 et non reportés sur la gestion suivante conformément à l'article 4, alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

Les crédits non consommés du budget général s'élèvent à **285 375 023 297 FCFA**. Sur ces crédits non consommés, un montant de **32 165 000 000 FCFA** est reporté sur la

gestion 2019. Il est sollicité du Parlement, l'annulation des crédits non consommés et non reportés d'un montant de **253 210 023 297 FCFA** dans le cadre du présent projet de loi.

Texte de l'article :

« Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion suivante d'un montant total de **253 210 023 297 FCFA** sont annulés au titre de la gestion 2018 conformément au détail ci-après :

<i>En FCFA</i>			
TITRES	Crédits non consommés	Crédits 2018 reportés sur 2019	Crédits à annuler
Titre 1 : dette publique	826 816 480		826 816 480
Titre 2 : personnel	38 169 439 095		38 169 439 095
Titre 3 : Fonctionnement	20 362 542 236		20 362 542 236
Titre 4 : Transfert courant	37 849 940 584		37 849 940 584
Titre 5 : Investissements exécutés par l'Etat	49 840 457 729	12 547 973 163	37 292 484 566
Titre 6: Transfert en capital	138 325 827 173	19 617 026 837	118 708 800 336
TOTAL	285 375 023 297	32 165 000 000	253 210 023 297

IV. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DES COMPTES SPECIAUX TRESOR

ARTICLE 9

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet d'ouvrir des crédits complémentaires pour couvrir les dépassements de crédits sur les comptes spéciaux du Trésor et d'annuler les crédits non consommés sur la gestion 2018 conformément à l'article 4, alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

Texte de l'article :

« Conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée, il est ouvert, des crédits complémentaires d'un montant de **15 243 844 737 FCFA** et il est annulé des crédits non consommés d'un montant de **14 684 666 838 FCFA** sur les comptes spéciaux du Trésor au titre de la gestion 2018 ».

LIBELLES	Prévisions	Réalizations	Ecart	
			Ouverture de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Comptes d'affectation spéciale	96 100 000 000	110 898 794 472	15 243 844 737	445 050 265
Comptes de commerce	150 000 000	0		150 000 000
Comptes de prêts	13 750 000 000	960 383 427		12 789 616 573
Comptes d'avances	800 000 000	0		800 000 000
Compte de garanties et avals	500 000 000	0		500 000 000
Total général	111 300 000 000	111 859 177 899	15 243 844 737	14 684 666 838

V. ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT

V.1 RESULTAT DU BUDGET GENERAL DE 2018

ARTICLE 10

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet d'établir le résultat du budget général de la gestion 2018, au vu des montants de recettes et de dépenses arrêtés dans les articles 2 et 3 du présent projet de loi et conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

La répartition des recettes et des dépenses est donnée aux tableaux en **annexes I et II** de la présente loi.

Texte de l'article :

« Le résultat du budget général pour l'année 2018 est définitivement arrêté comme suit :

- *recettes : 3 894 926 985 718 FCFA ;*
- *dépenses : 3 582 201 146 284 FCFA ;*
- ***excédent des recettes sur les dépenses : 312 725 839 434 FCFA ».***

V.2 RESULTAT DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

ARTICLE 11

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet de fixer les pertes et profits constatés dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2018, au vu des montants de recettes et de dépenses des comptes spéciaux du Trésor conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

Texte de l'article :

« Les pertes et profits constatés dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2018 sont définitivement arrêtés comme suit :

- *Profits : 492 868 439 FCFA ;*
- *Pertes : 0 FCFA.*

*Les profits sur les comptes spéciaux du Trésor sont donnés au tableau en **annexe VI** de la présente loi.*

V.3 PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE

ARTICLE 12

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article a pour objet de donner les pertes et les profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

Texte de l'article :

Les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie au 31 décembre 2018 sont arrêtés comme suit :

- *Profits : 0 FCFA ;*
- *Pertes : 410 769 238 FCFA ;*

VI. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2018 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR

ARTICLE 13

EXPOSE DES MOTIFS : le présent article récapitule le compte de résultat de l'année et autorise son transfert au compte permanent des découverts du Trésor conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Texte de l'article :

*« Le solde créditeur du budget général d'un montant de **312 725 839 434 FCFA** est transféré en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.*

*Les profits des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2018, d'un montant **492 868 439 FCFA** sont transférés en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.*

*Les pertes sur opérations de trésorerie d'un montant de **410 769 238 FCFA** sont transférées en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor ».*

Telle est l'économie du présent projet d'exposé des motifs.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER

Les soldes définitifs arrêtés après l'exécution des lois de finances pour l'année 2018 s'établissent comme suit :

- un excédent des recettes sur les dépenses de **312 725 839 434 FCFA** pour le budget général ;*
- un excédent de recettes sur les dépenses de **7 099 665 687 FCFA** pour les comptes spéciaux du Trésor.*

*Il en résulte un solde global de **319 825 505 121 FCFA**.*

ARTICLE 2

*Le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour la gestion 2018 est arrêté à **3 894 926 985 718 FCFA**.*

ARTICLE 3

*Le montant définitif des ordonnancements de dépenses du budget général pour la gestion 2018 est arrêté à **3 582 201 146 284 FCFA**.*

ARTICLE 4

*Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **118 958 843 586 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.*

ARTICLE 5

*Le montant définitif des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **111 859 177 899 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.*

ARTICLE 6

Sont ratifiées les ouvertures de crédits par les décrets d'avance numéros 2018-967 du 19 mai 2018 et 2018-1390 du 23 juillet 2018.

ARTICLE 7

*Il est ouvert, au titre de la gestion 2018, des crédits complémentaires d'un montant de **38 185 849 604 FCFA** sur le titre 2 : Dépenses de personnel.*

ARTICLE 8

*Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion suivante d'un montant total de **253 210 023 297 FCFA** sont annulés au titre de la gestion 2018 pour les catégories de dépenses suivantes :*

Titre1 : dette publique	826 816 480
Titre 2 : personnel	38 169 439 095
Titre 3 : Fonctionnement	20 362 542 236
Titre 4 : Transfert courant	37 849 940 584
Titre 5 : Investissements exécutés par l'Etat	37 292 484 566
Titre 6 : Transfert en capital	118 708 800 336

ARTICLE 9

Conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée, il est ouvert, des crédits complémentaires d'un montant de **15 243 844 737 FCFA** et il est annulé des crédits non consommés d'un montant de **14 684 666 838 FCFA** sur les comptes spéciaux du Trésor au titre de la gestion 2018.

ARTICLE 10

Le résultat du budget général pour l'année 2018 est définitivement arrêté comme suit :

- recettes : 3 894 926 985 718 FCFA ;
- dépenses : 3 582 201 146 284 FCFA ;
- **excédent des recettes sur les dépenses : 312 725 839 434 FCFA.**

ARTICLE 11

Les pertes et profits constatés dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2018 sont définitivement arrêtés comme suit :

- Profits : 492 868 439 FCFA ;
- Pertes : 0 FCFA.

ARTICLE 12

Les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie au 31 décembre 2018 sont arrêtés comme suit :

- Profits : 0 FCFA ;
- Pertes : 410 769 238 FCFA ;

ARTICLE 13

Le solde créditeur du budget général d'un montant de **312 725 839 434 FCFA** est transféré en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.

Les profits des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2018, d'un montant **492 868 439 FCFA** sont transférés en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.

*Les pertes sur opérations de trésorerie d'un montant de **410 769 238 FCFA** sont transférées en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.*

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le

Par le Président de la République

Macky SALL

ANNEXES AU PROJET DE LOI

ANNEXE I : SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL

DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL - ANNEE 2018

Nature de la recette	Loi de finances initiale	Loi de finances rectificative 1	Total prévisions	Recouvrement
071 RECETTES FISCALES				
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	249 600 000 000	253 300 000 000	253 300 000 000	255 686 831 968
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	385 700 000 000	386 200 000 000	386 200 000 000	351 636 779 292
Total impôts sur revenu et sur salaires(711+712)	635 300 000 000	639 500 000 000	639 500 000 000	607 323 611 260
713 impôts sur le patrimoine	33 234 000 000	26 096 000 000	26 096 000 000	27 248 259 122
714 Autres impôts directs				591 967 343
TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)	668 534 000 000	665 596 000 000	665 596 000 000	635 163 837 725
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	1 018 200 000 000	999 500 000 000	999 500 000 000	969 191 393 998
716 Droits de timbre et d'enregistrement	47 666 000 000	49 002 000 000	49 002 000 000	46 341 917 925
717 Droits et taxes à l'importation	277 600 000 000	299 200 000 000	299 200 000 000	294 947 061 142
718 Droits et taxes à l'exportation	4 600 000 000		0	835 075
719 Autres recettes fiscales	194 400 000 000	132 502 000 000	132 502 000 000	35 002 997 950
Total impôts indirects (715+716+717+718+719)	1 542 466 000 000	1 480 204 000 000	1 480 204 000 000	1 345 484 206 090
071 TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+719)	2 211 000 000 000	2 145 800 000 000	2 145 800 000 000	1 980 648 043 815
072 RECETTES NON FISCALES			0	
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	31 500 000 000	35 100 000 000	35 100 000 000	65 932 781 666
722 Droits et frais administratifs	100 000 000		0	5 694 618 722
723 Amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000		0	1 262 562 094
724 Produits financiers	64 000 000 000	65 500 000 000	65 500 000 000	43 348 736 087
729 Autres recettes non fiscales	21 300 000 000	48 500 000 000	48 500 000 000	7 890 106 366
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	117 000 000 000	149 100 000 000	149 100 000 000	124 128 804 935
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	2 328 000 000 000	2 294 900 000 000	2 294 900 000 000	2 104 776 848 750
74 Dons budgétaires	47 000 000 000	37 000 000 000	37 000 000 000	19 840 331 637
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM)	64 800 000 000	64 800 000 000	64 800 000 000	56 252 105 211
14 Emission de bons du Trésor			0	
17 Autres Emprunts	641 000 000 000	749 700 000 000	749 700 000 000	1 100 192 380 143
29 Remboursement Prêts rétrocédés			0	
16 Emprunt Programme			0	
Total Autres Recettes (74 - 76- 29 - 14 -17 -16)	752 800 000 000	851 500 000 000	851 500 000 000	1 176 284 816 991
Total Recettes internes (71-72-74-76-29)	3 080 800 000 000	3 146 400 000 000	3 146 400 000 000	3 281 061 665 741
Recettes externes			0	
12 Dons Projet et leg	237 000 000 000	237 000 000 000	237 000 000 000	236 920 278 382
15 Tirage sur Dons et Emprunt projets	280 000 000 000	280 000 000 000	280 000 000 000	376 945 041 595
Total Recettes externes (12 - 15 - 74)	517 000 000 000	517 000 000 000	517 000 000 000	613 865 319 977
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	3 597 800 000 000	3 663 400 000 000	3 663 400 000 000	3 894 926 985 718

ANNEXE II : SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Libelle Section	Titre	Dotation_LFI	Dotation_LFR	Virements et transferts	Reports	Crédits ouverts sur ressources internes	Ordonnancements pris en charge
Dette publique	1	839 800 000 000	882 000 000 000			882 000 000 000	881 173 183 520
		839 800 000 000	882 000 000 000	-	-	882 000 000 000	881 173 183 520
Présidence de la République	2	9 162 719 880	9 162 719 880			9 162 719 880	10 059 101 925
	3	9 544 373 000	8 832 950 564	95 000 000	-	8 927 950 564	8 588 226 990
	4	21 283 277 000	22 558 277 000	7 496 574 530	-	30 054 851 530	25 070 277 000
	5	2 214 000 000	2 269 000 000	1 792 000 000	5 881 300	1 852 881 300	1 844 638 438
	6	46 100 000 000	36 250 000 000	6 372 936 445	-	29 877 063 555	12 418 400 000
	7	500 000 000	500 000 000	-	-	500 000 000	275 863 997
		88 804 369 880	79 572 947 444	3 010 638 085	5 881 300	80 375 466 829	58 256 508 350
Assemblée Nationale	4	14 074 506 000	14 074 506 000	18 950 000	-	14 093 456 000	14 074 506 000
	6	1 700 000 000	1 700 000 000	1 300 000 000	-	400 000 000	200 000 000
		15 774 506 000	15 774 506 000	1 281 050 000	-	14 493 456 000	14 274 506 000
Conseil Economique, Social et Environnemental	4	6 102 087 000	6 402 087 000	-	-	6 402 087 000	6 402 087 000
	6	100 000 000	100 000 000	-	-	100 000 000	100 000 000
		6 202 087 000	6 502 087 000	-	-	6 502 087 000	6 502 087 000
Conseil Constitutionnel	2	229 425 840	229 425 840			229 425 840	287 968 525
	4	836 330 000	836 330 000	-	-	836 330 000	836 330 000
	6	100 000 000	100 000 000	622 000 000	-	722 000 000	697 000 000
		1 165 755 840	1 165 755 840	622 000 000	-	1 787 755 840	1 821 298 525
Cour Suprême	2	1 116 682 060	1 116 682 060			1 116 682 060	1 078 115 628
	4	771 063 000	771 063 000	-	-	771 063 000	771 063 000
	6	50 000 000	50 000 000	-	-	50 000 000	50 000 000
		1 937 745 060	1 937 745 060	-	-	1 937 745 060	1 899 178 628
Cour des Comptes	2	1 179 070 800	1 489 370 800			1 489 370 800	1 088 922 420
	4	2 636 884 000	2 636 884 000	-	-	2 636 884 000	2 636 884 000
	6	1 300 000 000	1 300 000 000	-	150 000 000	1 450 000 000	650 000 000
		5 115 954 800	5 426 254 800	-	150 000 000	5 576 254 800	4 375 806 420
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	4	6 300 000 000	6 300 000 000	-	-	6 300 000 000	6 300 000 000
	6	1 000 000 000	1 000 000 000	450 000 000	-	1 450 000 000	1 000 000 000
		7 300 000 000	7 300 000 000	450 000 000	-	7 750 000 000	7 300 000 000
Primature	2	3 344 420 220	3 208 708 160			3 208 708 160	3 397 728 964
	3	1 783 992 000	1 712 875 163	30 000 000	-	1 742 875 163	1 725 210 731
	4	8 980 311 000	11 775 311 044	2 100 000 000	-	13 875 311 044	13 470 135 999
	5	9 244 000 000	9 279 000 000	-	137 616 438	1 092 616 438	748 488 955
	6	20 000 000 000	23 125 716 000	2 165 000 000	-	25 290 716 000	24 715 716 000
		43 352 723 220	49 101 610 367	4 295 000 000	137 616 438	45 210 226 805	44 057 280 649
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	2	24 513 994 560	24 513 994 560			24 513 994 560	11 129 974 508
	3	25 706 137 000	28 365 210 000	717 120 000	-	29 082 330 000	24 980 451 531
	4	4 938 114 000	5 017 179 000	350 000 000	-	4 667 179 000	3 674 147 063
	5	1 319 490 000	2 318 483 018	242 696 228	66 045 230	2 627 224 476	1 245 777 848
	6	4 300 000 000	1 800 000 000	150 000 000	-	1 650 000 000	300 000 000
		60 777 735 560	62 014 866 578	459 816 228	66 045 230	62 540 728 036	41 330 350 950

Libelle Section	Titre	Dotation_LFI	Dotation_LFR	Virements et transferts	Reports	Crédits ouverts sur ressources internes	Ordonnancements pris en charge
Ministère des Forces Armées	2	106 082 670 020	107 371 582 080			107 371 582 080	99 705 375 670
	3	34 928 810 000	40 812 074 655	667 019 000	-	41 479 093 655	39 298 238 015
	4	3 285 687 000	3 447 287 000	218 003 000	-	3 665 290 000	3 598 690 000
	5	21 408 770 000	33 392 768 000	- 3 070 369 555	2 146 275 037	31 468 673 482	21 204 934 194
	6	26 861 490 000	28 861 490 000	2 625 000 000	-	31 486 490 000	29 486 490 000
	7	150 000 000	150 000 000	-	-	150 000 000	-
			192 717 427 020	214 035 201 735	439 652 445	2 146 275 037	215 621 129 217
Ministère de l'Intérieur	2	46 325 921 360	47 987 521 360			47 987 521 360	48 791 727 725
	3	13 767 939 000	18 186 394 000	- 1 161 009 610	-	17 025 384 390	15 780 919 542
	4	14 055 871 000	14 055 871 000	-	-	14 055 871 000	11 200 446 645
	5	14 262 000 000	13 357 195 323	169 206 480	1 773 552 120	11 817 953 923	7 608 709 486
	6	34 174 000 000	33 874 000 000	- 15 370 000 000	2 500 000 000	21 004 000 000	16 879 000 000
	7	200 000 000	200 000 000	-	-	200 000 000	-
			122 785 731 360	127 660 981 683	- 16 361 803 130	4 273 552 120	112 090 730 673
Ministère de la Justice	2	19 957 258 480	25 489 058 480			25 489 058 480	20 022 790 798
	3	8 193 609 000	8 240 108 585	472 804 733	-	8 712 913 318	8 310 541 746
	4	2 399 762 000	2 383 762 000	-	-	2 383 762 000	1 656 200 200
	5	7 766 000 000	5 298 473 456	- 254 111 597	2 931 681 790	6 476 043 649	3 610 104 597
	6	1 100 000 000	1 100 000 000	- 800 000 000	-	300 000 000	-
			39 416 629 480	42 511 402 521	- 581 306 864	2 931 681 790	43 361 777 447
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	2	1 001 938 000	1 008 338 000			1 008 338 000	1 194 990 056
	3	1 119 789 000	1 129 153 425	19 062 000	-	1 148 215 425	929 960 346
	4	365 211 000	400 211 000	-	-	400 211 000	398 318 461
	5	248 000 000	262 750 000	- 2 000 000	105 426 790	366 176 790	324 582 475
			2 734 938 000	2 800 452 425	17 062 000	105 426 790	2 922 941 215
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Oeuvre	2	147 404 000	147 404 000			147 404 000	68 575 927
	3	186 427 000	199 264 000	-	-	199 264 000	194 896 304
	4	1 000 000 000	1 100 000 000	-	-	1 100 000 000	1 100 000 000
	5	2 700 000 000	2 674 255 139	-	-	174 255 139	165 004 236
	6	10 526 400 000	5 451 400 000	4 000 000 000	-	9 451 400 000	9 338 200 000
			14 560 231 000	9 572 323 139	4 000 000 000	-	11 072 323 139
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	2	1 116 464 180	1 116 464 180			1 116 464 180	798 570 040
	3	903 170 000	903 170 000	14 600 000	-	917 770 000	852 431 747
	4	896 600 000	996 600 000	-	-	996 600 000	996 600 000
	5	349 500 000	344 218 544	36 000 000	294 061 066	674 279 610	644 302 723
			3 265 734 180	3 360 452 724	50 600 000	294 061 066	3 705 113 790
Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	2	333 568 000	333 568 000			333 568 000	217 706 469
	3	346 778 000	346 689 146	-	-	346 689 146	331 755 475
	4	300 000 000	-	200 000 000	-	200 000 000	200 000 000
	5	380 000 000	227 507 670	74 000	-	227 433 670	199 889 590
			1 360 346 000	907 764 816	199 926 000	-	1 107 690 816
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	2	1 575 997 580	1 578 397 580			1 578 397 580	1 410 211 209
	3	584 145 000	487 103 727	-	-	487 103 727	437 408 928
	4	5 075 640 000	5 075 640 000	-	-	5 075 640 000	4 627 691 641
	5	18 544 711 000	18 402 458 948	- 464 913 403	24 988 447	3 589 533 992	1 866 353 064
	6	14 871 388 000	14 246 388 000	- 2 816 258 546	-	11 430 129 454	8 467 694 000
	7	1 000 000 000	1 000 000 000	-	-	1 000 000 000	979 085 738
			41 651 881 580	40 789 988 255	- 3 281 171 949	24 988 447	23 160 804 753

Libelle Section	Titre	Dotation_LFI	Dotation_LFR	Virements et transferts	Reports	Crédits ouverts sur ressources internes	Ordonnancements pris en charge
Min. Infrasp. Transp. Terrestres et du Désencl.	2	710 236 180	751 036 180			751 036 180	711 339 087
	3	299 364 000	306 451 118	-	-	306 451 118	259 195 232
	4	6 500 000 000	7 550 000 000	300 000 000	-	7 850 000 000	6 750 000 000
	5	80 520 000 000	80 120 457 910	-	36 936 950	437 394 860	280 012 595
	6	126 070 000 000	121 303 096 123	12 016 223 338	10 150 000 000	143 469 319 461	123 689 319 461
			214 099 600 180	210 031 041 331	12 316 223 338	10 186 936 950	152 814 201 619
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	2	2 783 564 840	2 805 164 840			2 805 164 840	2 338 914 470
	3	1 395 061 000	1 292 294 714	-	-	1 292 294 714	1 037 534 194
	4	26 207 148 000	26 737 148 000	433 000 000	-	26 304 148 000	25 351 085 030
	5	123 280 312 000	122 487 969 912	36 842 106	235 029 973	3 121 729 991	1 585 484 833
	6	41 841 943 000	46 291 943 000	14 505 855 173	1 000 000 000	61 797 798 173	56 330 534 680
			195 508 028 840	199 614 520 466	14 109 697 279	1 235 029 973	95 321 135 718
Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	2	25 458 837 560	25 793 637 560			25 793 637 560	21 881 091 712
	3	12 036 985 000	12 638 574 009	497 558 713	-	13 136 132 722	10 069 387 245
	4	8 823 668 000	9 148 668 000	136 850 000	-	9 285 518 000	9 086 458 372
	5	20 451 862 000	21 125 492 706	655 907 726	2 180 769 318	19 620 882 750	14 449 860 871
	6	40 019 616 000	26 573 184 479	11 850 060 017	-	38 423 244 496	31 032 371 446
	7	109 450 000 000	109 450 000 000	-	-	109 450 000 000	110 604 228 164
			216 240 968 560	204 729 556 754	13 140 376 456	2 180 769 318	215 709 415 528
Ministère du Pétrole et des Énergies	2	321 601 160	326 401 160			326 401 160	330 298 935
	3	501 534 000	640 534 000	13 000 000	-	653 534 000	493 591 271
	4	3 624 681 000	4 274 681 000	31 900 000	-	4 242 781 000	3 259 340 500
	5	93 467 435 000	93 509 435 000	2 420 002 200	2 420 000 000	178 497 800	142 987 308
	6	19 009 000 000	15 228 000 000	3 555 000 000	1 069 000 000	12 742 000 000	6 480 800 000
			116 924 251 160	113 979 051 160	5 993 902 200	3 489 000 000	18 143 213 960
Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	2	1 546 727 080	1 546 727 080			1 546 727 080	1 380 397 258
	3	410 107 000	342 876 135	124 999 792	-	467 875 927	395 390 176
	4	2 432 935 000	2 332 535 000	643 000 000	-	2 975 535 000	2 520 535 000
	5	124 000 000	104 269 411	-	275 711 877	379 981 288	336 306 789
	6	1 937 000 000	1 412 000 000	95 000 000	-	1 317 000 000	681 996 311
			6 450 769 080	5 738 407 626	672 999 792	275 711 877	6 687 119 295
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	2	1 338 853 580	1 473 253 580			1 473 253 580	1 104 649 007
	3	393 871 000	322 581 116	-	-	322 581 116	290 932 815
	4	10 668 600 000	10 768 600 000	4 619 800 000	-	6 148 800 000	6 123 800 000
	5	4 243 228 000	3 801 270 468	70 011 195	276 902 021	2 008 161 294	610 382 606
	6	50 031 425 000	29 494 723 500	16 464 000 000	150 000 000	13 180 723 500	5 504 358 246
			66 675 977 580	45 860 428 664	21 153 811 195	426 902 021	23 133 519 490
Min Industrie et Petite et Moyenne Industrie	2	283 298 160	383 298 160			383 298 160	281 445 341
	3	138 200 000	146 330 998	-	-	146 330 998	114 115 280
	4	1 811 175 000	1 804 175 000	230 000 000	-	1 574 175 000	1 485 984 859
	6	4 170 000 000	3 935 000 000	970 000 000	-	2 965 000 000	2 410 000 000
			6 402 673 160	6 268 804 158	1 200 000 000	-	5 068 804 158
Min. Tourisme	2	384 573 580	390 173 580			390 173 580	361 296 297
	3	404 099 000	309 817 813	315 000 000	-	624 817 813	282 041 140
	4	3 110 000 000	2 560 000 000	500 000 000	-	2 060 000 000	1 408 000 000
	5	3 495 000 000	3 429 824 910	10 500 000	328 658 234	437 983 144	347 445 007
	6	5 205 000 000	4 405 000 000	1 337 500 000	-	3 067 500 000	1 427 500 000
			12 598 672 580	11 094 816 303	1 533 000 000	328 658 234	6 580 474 537

Libelle Section	Titre	Dotation_LFI	Dotation_LFR	Virements et transferts	Reports	Crédits ouverts sur ressources internes	Ordonnements pris en charge
Ministère de l'Education Nationale	2	298 573 091 140	322 011 291 140			322 011 291 140	341 691 855 914
	3	74 809 822 000	74 353 138 916	60 610 453	-	74 413 749 369	72 628 405 285
	4	7 819 905 000	7 819 905 000	- 1 500 000 000	-	6 319 905 000	5 510 229 300
	5	25 532 745 000	24 488 503 648	- 1 337 500	2 151 617 630	11 058 783 778	7 428 172 912
	6	6 306 833 000	5 106 833 000	425 000 000	53 000 000	5 584 833 000	3 699 416 500
			413 042 396 140	433 779 671 704	- 1 015 727 047	2 204 617 630	419 388 562 287
Ministère des Sports	2	1 185 351 060	1 187 751 060			1 187 751 060	1 010 941 008
	3	3 674 377 000	3 974 926 681	3 885 143 600	-	7 860 070 281	7 785 843 523
	4	540 275 000	925 275 000	64 000 000	-	989 275 000	804 000 000
	5	8 492 000 000	8 761 395 101	- 3 000 000 000	206 454 193	4 967 849 294	4 428 609 676
	6	500 000 000	1 050 000 000	-	-	1 050 000 000	850 000 000
			14 392 003 060	15 899 347 842	949 143 600	206 454 193	16 054 945 635
Ministère de la Culture	2	1 110 911 460	1 142 546 460			1 142 546 460	961 307 181
	3	315 108 000	242 899 696	-	-	242 899 696	194 724 047
	4	6 598 773 000	7 193 569 000	-	-	7 193 569 000	5 522 112 000
	5	5 710 000 000	5 710 000 000	- 265 950 749	316 997 519	761 046 770	603 586 821
	6	9 336 000 000	5 834 625 000	- 2 650 000 000	-	3 184 625 000	1 574 750 000
			23 070 792 460	20 123 640 156	- 2 915 950 749	316 997 519	12 524 686 926
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2	39 319 706 320	42 086 606 320			42 086 606 320	40 029 571 830
	3	9 430 866 000	10 687 963 103	3 421 458 000	-	14 109 421 103	13 286 492 069
	4	43 835 805 000	43 835 805 000	- 250 000 000	-	43 585 805 000	43 540 588 094
	5	64 100 734 000	60 794 051 932	- 1 579 500 000	1 939 816 356	17 184 202 288	10 761 244 931
	6	12 800 000 000	10 063 000 000	572 785 900	487 000 888	11 122 786 788	8 716 085 900
			169 487 111 320	167 467 426 355	2 164 743 900	2 426 817 244	128 088 821 499
Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	2	1 211 387 640	1 216 187 640			1 216 187 640	950 038 135
	3	649 552 000	452 061 382	-	-	452 061 382	263 130 904
	4	1 226 900 000	1 226 900 000	-	-	1 226 900 000	1 223 400 000
	5	1 342 230 000	1 270 229 991	- 359 230 000	-	310 999 991	233 803 719
	6	2 500 000 000	2 000 000 000	- 400 000 000	-	1 600 000 000	1 600 000 000
			6 930 069 640	6 165 379 013	- 759 230 000	-	4 806 149 013
Ministère de l'Environnement et du développement durable	2	7 095 683 060	7 107 683 060			7 107 683 060	6 051 028 406
	3	4 324 891 000	4 020 083 956	60 000 000	-	4 080 083 956	3 779 704 641
	4	1 147 033 000	1 527 033 000	50 000 000	-	1 577 033 000	1 533 992 677
	5	7 531 275 000	7 835 490 469	- 200 512 338	872 866 776	4 444 844 907	3 978 521 434
	6	1 475 000 000	1 247 000 000	-	-	1 247 000 000	1 157 000 000
			21 573 882 060	21 737 290 485	- 90 512 338	872 866 776	18 456 644 923
Ministère de la Femme, Famille et du Genre	2	1 377 599 800	1 377 599 800			1 377 599 800	1 031 369 116
	3	1 096 985 000	968 927 381	985 500	-	969 912 881	905 540 892
	4	474 430 000	474 430 000	215 000 000	-	689 430 000	689 430 000
	5	6 679 568 000	6 574 179 603	6 000 000	366 968 153	2 301 147 756	1 807 798 224
	6	2 500 000 000	850 000 000	-	-	850 000 000	500 000 000
			12 128 582 800	10 245 136 784	221 985 500	366 968 153	6 188 090 437
Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	2	11 657 537 180	11 657 537 180			11 657 537 180	13 617 584 937
	3	6 699 640 000	7 274 969 895	-	-	7 274 969 895	6 987 435 408
	4	2 176 656 000	2 151 656 000	-	-	2 151 656 000	2 070 108 500
	5	14 662 500 000	14 106 454 975	- 861 000 000	321 366 498	3 204 321 473	1 289 116 012
	6	3 170 000 000	3 735 000 000	-	-	3 735 000 000	2 450 000 000
			38 366 333 180	38 925 618 050	- 861 000 000	321 366 498	28 023 484 548
Charges non Réparties	2	15 299 074 100	29 824 305 440			29 824 305 440	44 230 840 783
	3	93 467 514 000	79 953 700 265	- 9 408 629 711	-	70 545 070 554	67 494 106 759
	4	46 360 000 000	107 421 811 956	22 464 775 558	-	129 886 587 514	113 562 748 647
	5	23 000 000 000	7 143 467 008	- 7 049 759 522	-	93 707 486	-
	6	49 770 815 000	28 050 470 456	- 1 849 200 000	-	26 201 270 456	23 206 887 000
			227 897 403 100	252 393 755 125	4 157 186 325	-	256 550 941 450
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	2	2 779 816 580	2 779 816 580			2 779 816 580	2 186 628 458
	3	1 015 551 000	910 260 667	17 000 000	-	927 260 667	908 421 978
	4	529 142 000	529 142 000	-	-	529 142 000	529 142 000
	5	16 561 528 000	16 175 704 376	- 366 500 000	627 429 197	3 520 633 573	1 990 339 687
	6	2 895 972 000	2 938 736 000	- 162 000 000	690 000 000	3 466 736 000	1 480 402 666
			23 782 009 580	23 333 659 623	- 511 500 000	1 317 429 197	11 223 588 820

Libelle Section	Titre	Dotation_LFI	Dotation_LFR	Virements et transferts	Reports	Crédits ouverts sur ressources internes	Ordonnancements pris en charge
Min Communication, Télécommunications, Postes et Economie Numérique	2	475 686 100	475 686 100			475 686 100	438 932 003
	3	360 640 000	260 123 993	-	-	260 123 993	156 516 591
	4	7 482 370 000	7 882 370 000	680 000 000	-	8 562 370 000	7 746 777 500
	5	2 570 000 000	2 425 778 445	- 76 000 022	254 347 000	604 125 423	417 488 036
	6	4 500 000 000	4 560 000 000	515 000 000	60 000 000	5 135 000 000	5 120 000 000
			15 388 696 100	15 603 958 538	1 118 999 978	314 347 000	15 037 305 516
Min Economie Solidaire et Micro Finance	2	65 043 120	65 043 120			65 043 120	58 181 629
	3	290 750 000	340 750 000	-	-	340 750 000	149 424 437
	4	510 000 000	510 000 000	-	-	510 000 000	510 000 000
	5	979 000 000	1 355 082 190	- 3 000 000	-	852 082 190	491 049 998
	6	1 020 000 000	1 020 000 000	- 500 000 000	-	520 000 000	500 000 000
			2 864 793 120	3 290 875 310	- 503 000 000	-	2 287 875 310
Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	2	1 509 654 000	1 509 654 000			1 509 654 000	1 198 502 037
	3	344 196 000	343 759 873	- 500 000	-	343 259 873	234 248 933
	4	44 671 719 000	45 261 719 000	150 000 000	-	45 411 719 000	45 274 758 349
	5	13 270 000 000	12 399 816 500	- 5 400	125 907 090	627 718 190	344 619 927
	6	33 200 000 000	32 524 683 500	- 1 030 000 000	700 000 000	34 254 683 500	25 815 000 000
			92 995 569 000	92 039 632 873	1 179 494 600	825 907 090	82 147 034 563
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	2	957 548 680	853 682 340			853 682 340	712 114 163
	3	432 631 000	377 658 076	-	-	377 658 076	351 307 064
	4	4 907 432 000	5 263 432 000	- 200 000 000	-	5 063 432 000	4 507 432 000
	5	64 435 000 000	63 493 978 198	-	137 281 740	1 750 259 938	515 848 669
	6	34 485 430 000	32 826 430 000	- 700 000 000	2 409 500 000	34 535 930 000	20 014 000 000
			105 218 041 680	102 815 180 614	- 900 000 000	2 546 781 740	42 580 962 354
Min Transports Aériens et Développement des Infrastructures Aéroportuaires	2	203 337 880	203 337 880			203 337 880	158 818 248
	3	170 000 000	197 000 000	-	-	197 000 000	92 134 170
	4	3 320 000 000	3 320 000 000	66 000 000	-	3 386 000 000	3 386 000 000
	5	550 000 000	549 970 660	- 184 840	-	299 785 820	207 591 049
	6	5 400 000 000	3 700 000 000	- 2 000 000 000	-	1 700 000 000	1 375 000 000
			9 643 337 880	7 970 308 540	- 1 934 184 840	-	5 786 123 700
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	2	595 020 060	595 020 060			595 020 060	557 122 460
	3	3 530 975 000	3 939 758 901	- 250 000	-	3 939 508 901	3 622 425 546
	4	134 071 838 000	149 572 588 000	22 623 324 442	-	172 195 912 442	171 986 464 609
	5	12 909 000 000	11 961 930 544	-	1 072 936 345	6 534 866 889	3 901 677 246
	6	40 471 000 000	31 772 500 000	- 480 000 000	-	31 292 500 000	13 675 000 000
			191 577 833 060	197 841 797 505	22 143 074 442	1 072 936 345	214 557 808 292
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	2	165 895 000	165 895 000			165 895 000	82 540 100
	3	544 645 000	553 256 149	-	-	553 256 149	486 154 483
	4	2 327 322 000	2 327 322 000	-	-	2 327 322 000	2 054 491 500
	5	890 000 000	655 859 890	- 218 476	-	555 641 414	416 578 582
	6	1 600 000 000	975 000 000	-	-	975 000 000	325 000 000
			5 527 862 000	4 677 333 039	- 218 476	-	4 577 114 563
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	2	264 626 100	264 626 100			264 626 100	240 578 646
	3	257 510 000	260 208 898	-	-	260 208 898	145 069 499
	4	6 375 034 000	6 312 553 000	10 000 000	-	6 322 553 000	4 583 907 000
	5	291 800 000	226 517 029	- 251 180	72 974 024	299 239 873	233 371 317
	6	2 300 000 000	1 625 000 000	- 3 149 000 000	-	4 774 000 000	700 000 000
			9 488 970 100	8 688 905 027	3 158 748 820	72 974 024	11 920 627 871
Ministère des Mines et de la Géologie	2	237 803 600	252 803 600			252 803 600	167 263 484
	3	259 143 000	259 143 000	-	-	259 143 000	220 159 297
	4	326 630 000	333 630 000	-	-	333 630 000	333 630 000
	5	1 029 000 000	857 539 968	-	-	857 539 968	675 359 033
	6	247 000 000	247 000 000	-	-	247 000 000	157 000 000
			2 099 576 600	1 950 116 568	-	-	1 950 116 568
TOTAL GENERAL		3 709 100 000 000	3 774 700 000 000	28 000 000 000	41 125 000 000	3 326 825 000 000	3 080 195 004 206

ANNEXE III : SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

**SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES
SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR - GESTION 2018**

LIBELLES	LFI	LFR 1	Ordonnanceme nts pris en charge
Comptes d'affectation spéciale			
96.101 Fonds national de retraite	94 400 000 000	94 400 000 000	109 643 844 737
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	500 000 000	500 000 000	275 863 997
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	1 000 000 000	1 000 000 000	979 085 738
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	200 000 000	200 000 000	
Sous-total	96 100 000 000	96 100 000 000	110 898 794 472
Comptes de commerce			
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.	150 000 000	150 000 000	
Sous-total	150 000 000	150 000 000	0
Comptes de prêts			
96.503 Prêts aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000	0
96. 504 Prêts à divers organismes			
96.507 Prêts aux particuliers	12 950 000 000	12 950 000 000	960 383 427
Sous-total	13 750 000 000	13 750 000 000	960 383 427
Comptes d'avances			
96.605 Avances aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000	
96.609 Avances à 1 an à divers agents	0	0	
Sous-total	800 000 000	800 000 000	0
Comptes de garantie et aval			
96.701 Garanties et Avals	500 000 000	500 000 000	
Sous-total	500 000 000	500 000 000	0
Total général	111 300 000 000	111 300 000 000	111 859 177 899

**SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES
SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR - GESTION 2018**

LIBELLES	LFI	LFR 1	Réalisations
Comptes d'affectation spéciale			
96.101 Fonds national de retraite	94 400 000 000	94 400 000 000	110 477 430 128
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	500 000 000	500 000 000	421 543 528
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	1 000 000 000	1 000 000 000	1 326 274 646
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	200 000 000	200 000 000	
Sous-total	96 100 000 000	96 100 000 000	112 225 248 302
Comptes de commerce			
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.	150 000 000	150 000 000	0
Sous-total	150 000 000	150 000 000	0
Comptes de prêts			
96.503 Prêts aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000	0
96. 504 Prêts à divers organismes			
96.507 Prêts aux particuliers	12 950 000 000	12 950 000 000	6 733 595 284
Sous-total	13 750 000 000	13 750 000 000	6 733 595 284
Comptes d'avances			
96.605 Avances aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000	0
96.607 Avances à 1 an à divers organismes	0	0	
Sous-total	800 000 000	800 000 000	0
Comptes de garantie et aval		0	
96.701 Garanties et Avals	500 000 000	500 000 000	
Sous-total	500 000 000	500 000 000	
Total général	111 300 000 000	111 300 000 000	118 958 843 586

ANNEXE IV : EXPLICATION DES DEPASSEMENTS DE CREDITS DE PERSONNEL

Au titre de la gestion 2018, les dépassements de crédits du budget général sur ressources internes sont arrêtés à **38 185 849 604 FCFA** et concernent les dépenses de personnel.

Cette nature de dépense est dotée de crédits évaluatifs et donc peuvent s'imputer, au besoin, au-delà des crédits ouverts par la loi de finances, conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001.

Ces dépassements constatés au niveau des dépenses de personnel sont liés à un problème d'articulation entre le logiciel SIGFIP où sont retracées les prévisions de personnel conformément à la nomenclature budgétaire de l'Etat (NBE) et celui de la Solde qui utilise une classification différente de la NBE. Par ailleurs, le périmètre des ministères ressorti conformément au dernier décret portant répartition des services de l'Etat, n'est pas conforme avec celui de la Solde qui date de 2004.

Ceci explique les écarts négatifs (dépassement) ou positifs (crédits disponibles) constatés au niveau l'exécution des dépenses de personnel, comme indiqué au tableau ci-après.

Pour pallier ces insuffisances, des travaux de mise à jour sont en train d'être effectués par les services concernés de la Direction générale du Budget notamment le passage des postes de paie (PP) de l'application Solde aux comptes de la Nomenclature budgétaire de l'Etat (NBE) correspondant et l'adaptation au nouveau périmètre des ministères.

Tableau des crédits disponibles et des dépassements de crédits de personnel

Section	Libelle Section	Titre	Disponible	Dépassement
21	Présidence de la République	2		- 896 382 045
25	Conseil Constitutionnel	2		- 58 542 685
27	Cour Suprême	2	38 566 432	
28	Cour des Comptes	2	400 448 380	
30	Primature	2		- 189 020 804
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	2	13 384 020 052	
32	Ministère des Forces Armées	2	7 666 206 410	
33	Ministère de l'Intérieur	2		- 804 206 365
34	Ministère de la Justice	2	5 466 267 682	
35	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	2		- 186 652 056
36	Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Oeuvre	2	78 828 073	
37	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	2	317 894 140	
38	Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	2	115 861 531	
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	2	168 186 371	
41	Min. Infras. Transp. Terrestres et du Désencl.	2	39 697 093	

Section	Libelle Section	Titre	Disponible	Dépassement
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	2	466 250 370	
43	Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	2	3 912 545 848	
44	Ministère du Pétrole et des Énergies	2		- 3 897 775
45	Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	2	166 329 822	
46	Ministère du Nouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	2	368 604 573	
47	Min Industrie et Petite et Moyenne Industrie	2	101 852 819	
49	Min. Tourisme	2	28 877 283	
50	Ministère de l'Éducation Nationale	2		- 19 680 564 774
52	Ministère des Sports	2	176 810 052	
53	Ministère de la Culture	2	181 239 279	
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2	2 057 034 490	
55	Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	2	266 149 505	
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	2	1 056 654 654	
58	Ministère de la Femme, Famille et du Genre	2	346 230 684	
59	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	2		- 1 960 047 757
60	Charges non Réparties	2		- 14 406 535 343
62	Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	2	593 188 122	
63	Min Communication, Télécommunications, Postes et Économie Numérique	2	36 754 097	
64	Min Économie Solidaire et Micro Finance	2	6 861 491	
65	Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	2	311 151 963	
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	2	141 568 177	
73	Min Transports Aériens et Développement des Infrastructures Aéroportuaires	2	44 519 632	
75	Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	2	37 897 600	
80	Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	2	83 354 900	
82	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'État	2	24 047 454	
83	Ministère des Mines et de la Géologie	2	85 540 116	
Total			38 169 439 095	- 38 185 849 604

ANNEXE V : SITUATION DES ACTES MODIFICATIFS PAR SECTION

Num section	Libelle Section	code titre	Augmentation	Diminution
21	Présidence de la République	3	95 000 000	
		4	7 496 574 530	
		5	1 792 000 000	
		6		- 6 372 936 445
Total 21			9 383 574 530	- 6 372 936 445
22	Assemblée Nationale	4	18 950 000	
		6		- 1 300 000 000
Total 22			18 950 000	- 1 300 000 000
25	Conseil Constitutionnel	6	622 000 000	
Total 25			622 000 000	-
29	Haut Conseil des Collectivités Territoriales	6	450 000 000	
Total 29			450 000 000	-
30	Primature	3	30 000 000	
		4	2 100 000 000	
		6	2 165 000 000	
Total 30			4 295 000 000	-
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	3	717 120 000	
		4		- 350 000 000
		5	242 696 228	
		6		- 150 000 000
Total 31			959 816 228	- 500 000 000
32	Ministère des Forces Armées	3	667 019 000	
		4	218 003 000	
		5		- 3 070 369 555
		6	2 625 000 000	
Total 32			3 510 022 000	- 3 070 369 555
33	Ministère de l'Intérieur	3		- 1 161 009 610
		5	169 206 480	
		6		- 15 370 000 000
Total 33			169 206 480	- 16 531 009 610
34	Ministère de la Justice	3	472 804 733	
		5		- 254 111 597
		6		- 800 000 000
Total 34			472 804 733	- 1 054 111 597
35	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs	3	19 062 000	
		5		- 2 000 000
Total 35			19 062 000	- 2 000 000
36	Min. Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'œuvre	6	4 000 000 000	
Total 36			4 000 000 000	-
37	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles	3	14 600 000	
		5	36 000 000	
Total 37			50 600 000	-
38	Min. Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	4	200 000 000	
		5		- 74 000
Total 38			200 000 000	- 74 000
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	5		- 464 913 403
		6		- 2 816 258 546
		7	-	
Total 40			-	- 3 281 171 949
41	Min. Infras. Transp. Terrestres et du Désencl.	4	300 000 000	
		6	12 016 223 338	
Total 41			12 316 223 338	-

Num section	Libelle Section	code titre	Augmentation	Diminution
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	4		- 433 000 000
		5	36 842 106	
		6	14 505 855 173	
Total 42			14 542 697 279	- 433 000 000
43	Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	3	497 558 713	
		4	136 850 000	
		5	655 907 726	
		6	11 850 060 017	
Total 43			13 140 376 456	-
44	Ministère du Pétrole et des Énergies	3	13 000 000	
		4		- 31 900 000
		5		- 2 420 002 200
		6		- 3 555 000 000
Total 44			13 000 000	- 6 006 902 200
45	Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	3	124 999 792	
		4	643 000 000	
		5	-	
		6		- 95 000 000
Total 45			767 999 792	- 95 000 000
46	Ministère du Nouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	4		- 4 619 800 000
		5		- 70 011 195
		6		- 16 464 000 000
Total 46			-	- 21 153 811 195
47	Min Industrie et Petite et Moyenne Industrie	4		- 230 000 000
		6		- 970 000 000
Total 47			-	- 1 200 000 000
49	Min. Tourisme	3	315 000 000	
		4		- 500 000 000
		5		- 10 500 000
		6		- 1 337 500 000
Total 49			315 000 000	- 1 848 000 000
50	Ministère de l'Éducation Nationale	3	60 610 453	
		4		- 1 500 000 000
		5		- 1 337 500
		6	425 000 000	
Total 50			485 610 453	- 1 501 337 500
52	Ministère des Sports	3	3 885 143 600	
		4	64 000 000	
		5		- 3 000 000 000
		6	-	
Total 52			3 949 143 600	- 3 000 000 000
53	Ministère de la Culture	5		- 265 950 749
		6		- 2 650 000 000
Total 53			-	- 2 915 950 749
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2		-
		3	3 421 458 000	
		4		- 250 000 000
		5		- 1 579 500 000
		6	572 785 900	
Total 54			3 994 243 900	- 1 829 500 000
55	Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	5		- 359 230 000
		6		- 400 000 000
Total 55			-	- 759 230 000
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	3	60 000 000	
		4	50 000 000	
		5		- 200 512 338
Total 56			110 000 000	- 200 512 338

Num section	Libelle Section	code titre	Augmentation	Diminution
58	Ministère de la Femme, Famille et du Genre	3	985 500	
		4	215 000 000	
		5	6 000 000	
Total 58			221 985 500	-
59	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et	3	-	
		4	-	
		5		- 861 000 000
Total 59			-	- 861 000 000
60	Charges non Réparties	3		- 9 408 629 711
		4	22 464 775 558	
		5		- 7 049 759 522
		6		- 1 849 200 000
Total 60			22 464 775 558	- 18 307 589 233
62	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	3	17 000 000	
		5		- 366 500 000
		6		- 162 000 000
Total 62			17 000 000	- 528 500 000
63	Min Communication, Télécommunications, Postes et Economie N	4	680 000 000	
		5		- 76 000 022
		6	515 000 000	
Total 63			1 195 000 000	- 76 000 022
64	Min Economie Solidaire et Micro Finance	5		- 3 000 000
		6		- 500 000 000
Total 64			-	- 503 000 000
65	Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement	3		- 500 000
		4	150 000 000	
		5		- 5 400
		6	1 030 000 000	
Total 65			1 180 000 000	- 505 400
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	4		- 200 000 000
		6		- 700 000 000
Total 68			-	- 900 000 000
73	Min Transports Aériens et Développement des Infrastructures Aé	4	66 000 000	
		5		- 184 840
		6		- 2 000 000 000
Total 73			66 000 000	- 2 000 184 840
75	Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	3		- 250 000
		4	22 623 324 442	
		5	-	
		6		- 480 000 000
Total 75			22 623 324 442	- 480 250 000
80	Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	3	-	
		5		- 218 476
Total 80			-	- 218 476
82	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats	4	10 000 000	
		5		- 251 180
		6	3 149 000 000	
Total 82			3 159 000 000	- 251 180
Total général			124 712 416 289	- 96 712 416 289

ANNEXE VI : PERTES ET PROFITS

PERTES ET PROFITS SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

<i>Libellé</i>	<i>Solde d'entrée</i>	<i>Recettes</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Profits</i>
96 102 Frais de contrôle des entreprises publiques		421 543 528	275 863 997	145 679 531
96 103 Caisse d'encouragement à la pêche		1 326 274 646	979 085 738	347 188 908
96 104 Fonds de lutte contre l'incendie				0
Sous Total	0	1 747 818 174	1 254 949 735	492 868 439

PERTES ET PROFITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE

N° Compte	Intitulé	Débits	Crédits	Pertes	Profits
470.191.1	Remises débiteurs de timbres	1 913 470		1 913 470	
470.191.2	Litiges Douaniers à régulariser	211 456 334		211 456 334	
470.191.3	Remb. Retenu à la source	197 399 434		197 399 434	
Totaux		410 769 238	0	410 769 238	

PERTE NETTE	-410 769 238
--------------------	---------------------